



**AMBASSADE
DE FRANCE
EN FINLANDE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Revue de la presse finlandaise

Le service de presse et de communication de l'Ambassade de France en Finlande propose quotidiennement, en français, une revue de la presse finlandaise. Les opinions et les jugements émis dans cette revue de presse ne sauraient engager la responsabilité de l'Ambassade. Cette revue est réalisée à partir de la lecture des titres suivants :

Aamulehti (AL), Helsingin Sanomat (HS), Hufvudstadsbladet (Hbl), Iltalehti (IL), Ilta-Sanomat (IS), Kaleva, Kanava, Kansan Uutiset (KU), Kauppalehti (KL), Keski-suomalainen (KS), Nykypäivä (NP), Suomen Kuvalehti (SK), Suomenmaa (SM), Turun Sanomat (TS), Demokraatti (Dem).

Vendredi 15 mars 2024

Intérieur.....	2
Le Premier ministre Orpo a présenté aux groupes parlementaires le projet de loi sur la frontière orientale.....	2
Editorial.....	3
S'il était facile d'empêcher l'immigration instrumentée, cela aurait été fait ailleurs dans l'UE depuis longtemps	3
Juha Martelius nommé directeur du service finlandais de sécurité et de renseignement (SUPO).....	4
Défense - OTAN.....	4
Un accélérateur d'entreprise et deux centres d'essai de l'OTAN seront créés en Finlande.....	4
Patria vise un important contrat avec les Etats-Unis.....	5
Politique européenne.....	5
Les garanties que la Finlande a exigées de la Grèce génèrent des pertes et les coûts ne font qu'augmenter.....	5
Editorial.....	5
L'Europe a besoin de leadership pas d'un leader.....	5
Point de vue.....	6
L'influence de la Finlande sur l'UE s'est-elle améliorée ?.....	6
Economie.....	7
L'économie se redressera encore plus vite que prévu, selon la Banque de Finlande.....	7
Selon Olli Rehn, la Finlande est touchée par une « crise aiguë ».....	7
Gouvernement - Administration.....	8
Critiques contre le gouvernement pour sa précipitation en matière de préparation des projets de lois.....	8
Le médiateur du Parlement enquête sur les activités du ministère des Affaires étrangères.....	9
Politique intérieure.....	9
Social – Grèves.....	9
Culture.....	9
Cinéma.....	9
Affaire Judith Godrèche.....	9
Sortie du film Une belle course.....	9
Théâtre.....	10
Une adaptation de textes d'Edouard Louis au Lilla Teatern.....	10
Carnet.....	10
Disparition du dessinateur Stéphane Rosse.....	10

Intérieur

Le Premier ministre Orpo a présenté aux groupes parlementaires le projet de loi sur la frontière orientale

Le Premier ministre Petteri Orpo a présenté aux groupes parlementaires le projet de loi préparé sous la direction du ministère de l'Intérieur, qui vise à accroître la sécurité de la frontière orientale mais est problématique du point de vue des accords internationaux.

Le projet qui n'a pas encore été rendu public donnerait aux autorités de contrôle des frontières des droits assez étendus pour renvoyer vers la Russie ou leur pays d'origine les demandeurs d'asile envoyés par la Russie en Finlande dans le but de déstabiliser la Finlande.

Selon les dernières informations, le projet de loi permettrait, sauf dans d'éventuelles exceptions mineures, de suspendre l'accueil des demandeurs d'asile dans des zones définies et pendant une période déterminée. Le renvoi des personnes se ferait par la force si nécessaire.

La loi ne s'appliquerait que pour une entrée instrumentalisée, c'est-à-dire lorsqu'il s'agit d'une opération hybride réalisée par un autre État.

Il y aurait certaines exceptions, par exemple pour les demandeurs d'asile malades ou pour une personne susceptible d'être confrontée à des problèmes importants en Russie.

Orpo n'a pas pris position sur le contenu de la loi.

"En Finlande, les décisions concernant la sécurité du pays ont toujours été prises et sont toujours prises ensemble. Nous avons besoin, si nous avançons, d'une large majorité au Parlement. C'est pourquoi cette coopération entre le gouvernement et l'opposition est si importante", a déclaré Orpo.

Le député de Liike Nyt, Harry Harkimo, affirme que les groupes parlementaires ont pu présenter leurs avis lors de la réunion avec Orpo. "Des points de vue critiques ont également été présentés. Je considère que le projet de loi a un soutien et j'espère qu'il sera adopté d'une manière ou d'une autre", dit Harkimo. Le projet de loi repousse les limites du droit international, "mais aucun autre pays n'a la même frontière avec la Russie que nous. Nous avons besoin d'autres outils que ceux dont nous disposons », ajoute le député.

Jussi Saramo, président du groupe parlementaire de l'Alliance des gauches, affirme que son parti ne prendra position que lorsque tout le contenu du projet de loi sera connu. "Le gouvernement devrait préparer des moyens pour accroître la sécurité aux frontières tout en respectant le droit international", a déclaré Saramo. "Si, pour des raisons de politique intérieure, les accords internationaux contraignants pour la Finlande étaient violés et que nous étions le seul pays de l'UE à adopter une loi qui viole clairement les règles internationales, ce serait un service rendu à [Vladimir] Poutine et cela ne ferait qu'affaiblir notre sécurité globale et nuire à notre réputation", poursuit Saramo.

Il est essentiel que le gouvernement ait le soutien de partis de l'opposition.

En effet, il a été difficile de rédiger le projet sous une forme qui serait conforme à la Constitution finlandaise et aux accords internationaux.

C'est pourquoi il faudra recourir à une loi deviendra probablement une loi dite d'exception.

Une loi d'exception permet de s'écarter des principes généraux de l'ordre juridique ou d'interférer avec les droits fondamentaux, mais elle doit être adoptée par au moins les cinq sixièmes du Parlement pour entrer en vigueur immédiatement.

Selon les informations de Helsingin Sanomat, le parti populaire suédois RKP, membre de la coalition gouvernementale, a déjà informé les autres partis au pouvoir en février qu'il n'accepterait pas le projet de loi s'il est clairement contraire à la Constitution, aux accords internationaux et au droit de l'UE.

"Nous n'avons pas de texte sur lequel nous prononcer, mais tout le monde sait que nous sommes dans un domaine sensible en matière de droits fondamentaux. La Finlande a une longue tradition d'adhésion aux accords internationaux et au droit européen. En ce sens, c'est un véritable défi et il est vraiment important de consulter des experts", déclare la présidente du Rkp et ministre de l'Éducation, Anna-Maja Henriksson.

Selon les informations de Helsingin Sanomat, des ministres et des secrétaires d'État du gouvernement se sont déjà rendus, par exemple, à l'UE et à l'ONU pour rendre compte de la situation problématique de la Finlande à la frontière orientale et de la difficulté de trouver une loi empêchant le trafic transfrontalier qui ne serait pas en violation des accords internationaux.

HS

Editorial

S'il était facile d'empêcher l'immigration instrumentée, cela aurait été fait ailleurs dans l'UE depuis longtemps

La frontière orientale de la Finlande est actuellement calme, mais cela peut être trompeur. À mesure que la neige fond, la Russie pourrait envoyer davantage de demandeurs d'asile en Finlande. Il est difficile d'évaluer ou de contester les évaluations de la menace, car le gouvernement de Petteri Orpo justifie la nécessité d'une nouvelle loi d'exception pour lutter contre l'instrumentalisation de l'entrée dans le pays avec des informations secrètes des services de renseignement.

En vertu des décisions en vigueur, la frontière orientale restera fermée jusqu'à la mi-avril. La fermeture, qui est censée être temporaire selon la justification légale actuelle, ne peut être prolongée indéfiniment. Avec le projet de loi d'exception on recherche des instruments pour renvoyer les immigrants qui aspirent à venir en Finlande vers la Russie ou vers leur pays d'origine sans leur ouvrir la procédure d'asile. Cependant, la Finlande ne peut pas simplement se dispenser de l'interdiction du refoulement et du droit de demander l'asile prévus dans les accords internationaux.

Les mesures envisagées n'ont pas encore été annoncées, mais force est de constater que le projet de loi ne rentre pas dans le cadre de la Constitution, puisque le gouvernement propose une loi d'exception.

Il existe un large soutien pour des mesures dures en elles-mêmes. Le président Alexander Stubb a soutenu que le franchissement de la frontière terrestre devait être empêché par la force. Du côté de l'opposition, les sociaux-démocrates demandent quelle sera la durée des mesures aux frontières. On entend moins de suggestions sur la manière dont les refoulements seraient effectués dans la pratique.

La ministre de l'Intérieur, Mari Rantanen (Vrais Finlandais) s'est emparée du travail. Invoquant l'urgence, elle a supprimé le groupe de travail qui préparait un projet de loi sur la lutte contre l'instrumentalisation de l'immigration. Outre des responsables du ministère de l'Intérieur, le groupe de travail comprenait des responsables du ministère de la Justice et du ministère des Affaires étrangères. La raison en est peut-être l'urgence, ainsi que le fait qu'il a été difficile pour les autorités de préparer une loi qui viole le droit international.

Le Chancelier de la Justice joue un rôle de chien de garde lorsqu'il surveille le travail du gouvernement, mais il peut se laver les mains en affirmant que l'évaluation de la constitutionnalité du projet de loi relève de la commission des lois constitutionnelles du Parlement. La commission se retrouvera dans une impasse juridique. Si on peut accepter des exceptions limitées à la Constitution, mais le droit international ne peut être violé par une volonté politique. Il n'en va pas là de la liberté d'interprétation des textes par les députés.

Une loi d'urgence nécessite une majorité des cinq sixièmes au Parlement. Le Rkp, a annoncé qu'il ne soutiendrait pas le projet de loi s'il allait à l'encontre de la Constitution, des accords internationaux et du droit européen. Dans la crise actuelle du marché du travail, les sociaux-démocrates pourraient être tentés de lier leur soutien à d'autres thèmes, mais il y a des limites strictes au soutien des sociaux-démocrates. Quant à l'Alliance de gauche, défendre les droits de l'homme lui permet de faire monter son audience.

La ministre de l'Intérieur Rantanen met à la fois en jeu sa propre crédibilité et la réputation de la Finlande. S'il était facile d'empêcher l'immigration instrumentée, cela aurait été fait ailleurs dans l'UE depuis longtemps.

Il est bon que Rantanen fasse pression pour des changements au sein de l'UE et ait eu des discussions avec d'autres pays sur les préoccupations de la Finlande. Il existe certainement une compréhension concernant la situation de la frontière orientale de l'OTAN.

L'adoption d'une loi d'exception serait un message sur la volonté de la Finlande, mais même la loi la plus stricte n'est qu'un discours vide de sens s'il n'y a aucun moyen de la mettre en œuvre. Et cela ouvre une toute nouvelle série de questions.

Si la Russie pense qu'elle peut bénéficier de son intimidation sur la Finlande, elle ne se souciera guère des lois finlandaises. Et on ne peut pas clôturer hermétiquement la frontière. C'est pourquoi les autorités finlandaises devront peut-être décider quoi faire si un groupe de centaines de demandeurs d'asile apparaît dans la forêt finlandaise - peut-être poussés à traverser la frontière - et que la Russie refuse de les reprendre.

Les nouveaux arrivants sont-ils menacés par la violence ? Qui utiliserait la violence ? Jusqu'où la Finlande serait-elle prête à aller ? Répondre à ces questions est encore plus difficile que de légiférer.

Il se peut toutefois que les choses soient en train d'évoluer en Russie. Après l'élection présidentielle, le pays pourrait lancer une nouvelle campagne de mobilisation, ce qui pourrait inciter de nombreux Russes à envisager de traverser la frontière. Dans ce cas, maintenir la frontière fermée pourrait être plus important pour la Russie que d'intimider les Finlandais. Cependant, on ne peut pas compter là-dessus.

HS

Juha Martelius nommé directeur du service finlandais de sécurité et de renseignement (SUPO)

Jeudi 14 mars, le gouvernement a nommé Juha Martelius directeur du Service finlandais de sécurité et de renseignement pour un mandat de cinq ans (du 1er avril 2024 au 31 mars 2029).

Juha Martelius possède une vaste expérience au sein du ministère de la Défense, du Parlement et du Service finlandais de sécurité et de renseignement. Actuellement, Martelius est secrétaire d'État politique de la ministre de l'Intérieur Mari Rantanen (Vrais Finlandais) et du ministre de l'Économie Wille Rydman (Vrais Finlandais).

https://valtioneuvosto.fi/-/1410869/juha-martelius-nimitettiin-suojelupoliisin-paallikoksi?languageld=en_US

Défense - OTAN

Un accélérateur d'entreprise et deux centres d'essai de l'OTAN créés en Finlande

Le Conseil d'administration de l'Accélérateur d'innovation de défense pour l'Atlantique Nord (DIANA) a approuvé la proposition de la Finlande visant à établir un accélérateur d'entreprise et deux centres d'essais en Finlande.

Le ministère de la Défense avait soumis la proposition finlandaise au conseil d'administration de DIANA en juillet 2023. Le ministère de la Défense agira en tant qu'autorité nationale unique responsable du projet. Le Centre de recherche technique VTT de Finlande a coordonné la préparation de la proposition finlandaise en collaboration avec le ministère de la Défense et le ministère des Affaires économiques et de l'Emploi.

Conformément à la proposition de la Finlande, VTT établira un accélérateur d'entreprise à Otaniemi (Espoo) en collaboration avec l'Université Aalto et l'Université d'Helsinki. Le nouvel accélérateur se concentrera sur les communications de nouvelle génération et sur la technologie quantique. Il offrira aux entreprises un mentorat en matière de développement commercial dans le secteur de la défense. Les principaux clients de l'accélérateur seront des startups et des petites et moyennes entreprises qui ont peu d'expérience dans les secteurs de la défense et de la sécurité.

« L'accélérateur et les centres d'essai qui seront créés en Finlande feront connaître la Finlande et créeront de nouvelles opportunités commerciales pour les entreprises finlandaises parmi les pays membres de l'OTAN. La position de leader de la Finlande, notamment dans le développement de technologies de communication de nouvelle génération et de technologies quantiques, est susceptible d'attirer des opérateurs et experts en Finlande. Notre profil de pionnier des technologies de communication à double usage rendra la Finlande plus attrayante pour les

investisseurs internationaux et renforcera notre apport technologique en tant que membre de l'OTAN", a déclaré le ministre de la Défense Antti Häkkänen.

Les centres d'essai seront établis à l'Université d'Oulu et au bureau de VTT d'Otaniemi (Espoo). Le centre d'essai d'Otaniemi sera spécialisé dans les communications cyber-sécurisées, les technologies quantiques et les technologies spatiales, tandis que le centre d'essai coordonné par l'Université d'Oulu offrira aux entreprises la possibilité de tester les technologies du réseau 6G.

« La participation active de la Finlande à DIANA ouvre de nouvelles opportunités, renforce la base technologique et industrielle de la défense finlandaise et améliore la sécurité de l'Alliance grâce à une expertise nationale de haut niveau", a déclaré Häkkänen.

https://valtioneuvosto.fi/-/suomen-korkean-teknologian-profiili-vahvistuu-natossa-suomi-saa-hakemansa-yrityskiihdyttamon-ja-kaksi-uusien-teknologioiden-testikeskusta?languageld=en_US

Patria vise un important contrat avec les Etats-Unis

Patria participe à un projet en commun avec le norvégien Kongsberg et le britannique Bae Systems concernant un système de lance-grenade Nemo de Patria pour l'armée de terre des Etats-Unis.

Les Etats-Unis sont en train de remplacer leurs anciens chars de transport de troupes par des chars Ampv (armoured multi-purpose vehicle) de Bae Systems sur lesquels il est possible d'intégrer des systèmes Nemo de lance-grenade de Patria.

Il est prévu d'effectuer des tests aux Etats-Unis sur un prototype d'Ampv muni d'un Nemo, dans les prochains mois.

Patria relève que, fortement automatisé, le système Nemo permet une utilisation en mouvement avec l'équipage à l'abri à l'intérieur du char ce qui n'est pas le cas des systèmes de lance-grenade traditionnels.

HS/A12

Politique européenne

Les garanties que la Finlande a exigées de la Grèce génèrent des pertes et les coûts ne font qu'augmenter

L'accord de garantie entre le gouvernement finlandais et les banques commerciales grecques est bancaire. La valeur de la garantie (correspondante à la part calculée de la Finlande dans les prêts accordés à la Grèce par le Fonds européen de stabilité financière) était initialement en 2012 de 925 millions d'euros, mais fin février, elle s'élevait seulement à 905 millions d'euros.

Le ministère des Finances avait pourtant estimé en 2012 que la valeur du capital du compte e atteindrait 2,2 milliards d'euros d'ici 30 ans, en supposant un taux d'intérêt de 3%. Fin février, le rendement était de -2,2%, si l'on prend en compte les frais de la grande banque internationale qui la gère. La Finlande a jusqu'à présent versé à la banque deux millions d'euros pour la gestion des garanties.

"Les fonds ont été investis dans des obligations bénéficiant de la meilleure notation de crédit, dont le rendement a été faible en raison de taux d'intérêt exceptionnellement bas", explique Teppo Koivisto, directeur financier du Trésor public.

La Finlande a été le seul État de la zone euro à exiger des « accords de garantie » comme condition de participation au deuxième plan de financement d'urgence de la Grèce. Un arrangement équivalent était également disponible pour d'autres États de la zone euro, mais aucun d'entre eux ne l'a jugé nécessaire.

HS

Editorial

L'Europe a besoin de leadership pas d'un leader

Comme l'a montré la politique européenne par le passé, les pays de l'UE ont la capacité de prendre des décisions communes et importantes lorsqu'ils en ont la volonté, écrit l'éditorialiste de Kauppalehti.

Ce vendredi, se réunissent à Berlin le chancelier allemand Olaf Scholz, le président français Emmanuel Macron et, pour la première fois, le Premier ministre polonais Donald Tusk.

L'objectif est d'apaiser le désaccord entre Scholz et Macron sur le soutien à l'Ukraine.

Aucun résultat concret n'est attendu de la réunion de vendredi, mais selon les experts, il est important d'affiner les points de vue entre trois Etats membres et trois armées européennes importantes.

Il a également été évoqué que le trio de Weimar pourrait devenir le nouveau noyau de la défense européenne.

Il est essentiel de réparer l'axe fragilisé entre l'Allemagne et la France, qui joue traditionnellement un rôle moteur dans le développement européen.

La fragmentation du continent est souvent décrite par le fait qu'il n'existe pas de numéro unique à appeler en Europe. On n'y arrivera peut-être jamais. Mais au lieu de chercher un leader européen unique et fort, il est plus essentiel de trouver une toinalité commune et unie entre les pays européens.

Comme l'a montré la politique européenne par le passé, les pays de l'UE ont la capacité de prendre des décisions communes et importantes lorsqu'ils en ont la volonté.

Mercredi, le Premier ministre finlandais Petteri Orpo a prononcé un discours politique au siège du Parlement européen à Strasbourg, dans lequel il a exposé ses propres vues sur les domaines dans lesquels l'Europe devrait être développée. Orpo a évoqué le concept de sécurité élargie, qui inclut la défense ainsi que l'énergie et les matières premières.

L'idée de sécurité élargie d'Orpo est proche de l'autonomie stratégique, idée souvent répétée par Macron.

La sécurité est un terme générique qui peut rassembler plusieurs pays et dirigeants de l'UE.

Le leadership ne consiste pas à ce que les dirigeants se disputent pour savoir qui a le plus raison.

Le leadership, c'est être capable de trouver des dénominateurs communs solides sur lesquels avancer. L'Europe a besoin de ce type de leadership.

KL

Point de vue

L'influence de la Finlande sur l'UE s'est-elle améliorée ?

En Europe, il est déjà assez difficile entre les 27 États membres de s'entendre. C'est pourquoi il n'est pas opportun de se remettre à négocier, après que les négociations ont déjà eu lieu, écrit Soili Semkina, éditorialiste de Kauppalehti.

Une mauvaise habitude commence à devenir courante dans le processus décisionnel européen : s'opposer à des décisions qui ont déjà été négociées une fois.

Il s'agit du fait que les accords dits du trilogue sont de moins en moins acceptés, mais les différentes parties commencent à faire des concessions alors que les choses ont déjà été décidées.

L'impulsion initiale de cette nouvelle situation a été donnée par l'Allemagne, qui s'est opposée il y a un an à une interdiction complète des voitures à moteur à combustion alors qu'un accord avait déjà été conclu.

Il y a eu d'autres cas similaires. Récemment, il y a eu des nouvelles concernant la directive sur la responsabilité des entreprises, dans laquelle la Finlande, dans le sillage de l'Allemagne, s'est opposée à l'accord du trilogue déjà négocié. Outre la Finlande, plusieurs pays comme l'Italie et la France ont suivi le mouvement allemand en matière d'exigences de nouvelles concessions. Comme on le sait, la Finlande a déjà dit accepté le nouveau projet de directive sur la responsabilité des entreprises, mais l'Italie en est déjà à son deuxième cycle de négociations de nouvelles concessions.

A qui sert une telle activité ? L'opposition à la directive sur la responsabilité des entreprises est justifiée par le fait qu'au cours de la dernière étape, des éléments désagréables pour la Finlande auraient été inclus dans la législation finale, mais les points de vue divergent également à ce sujet. Est-il judicieux d'ouvrir cette sorte de boîte de Pandore ? En Europe, il est déjà assez difficile entre les 27 États membres de s'entendre sur des choses sans recommencer à négocier, même après que les négociations ont déjà eu lieu.

La concession obtenue par la Finlande est-elle si importante qu'elle vaille la peine de faire de nombreuses autres concessions à d'autres également ?

Un autre exemple de la faible influence finlandaise est le règlement sur la restauration de la nature de l'année dernière. La Finlande a voté contre le règlement dès le début, à la suite de quoi elle ne s'est même pas rendue à la table des négociations pour influencer la position du Conseil et présenter ses propres vues. Le Parlement restait alors le seul canal d'influence et il revenait aux députés européens finlandais de corriger le règlement dans un sens favorable à la Finlande.

L'objectif du gouvernement de Petteri Orpo est d'améliorer l'influence pro-active de la Finlande dans l'UE. On ne peut qu'espérer que cela s'améliorera.

KL

Economie

L'économie se redressera encore plus vite que prévu, selon la Banque de Finlande

Le fond de la récession a été atteint et l'économie devrait retrouver la croissance à la fin de l'année, prédit la Banque de Finlande.

Le produit intérieur brut de la Finlande diminuera de 0,5% cette année (contre 0,2% dans les prévisions de décembre), mais la croissance sera de 1,5% en 2025 et de 1,7% en 2026, prédit la Banque de Finlande dans ses nouvelles prévisions.

"Le fond de la récession a déjà été atteint et la croissance devrait commencer cette année, lorsque le pouvoir d'achat des ménages se renforcera et que la confiance générale dans l'économie commencera à se rétablir", a déclaré Meri Obstbaum, directrice des prévisions de la Banque de Finlande, dans un communiqué de presse. .

La Banque de Finlande estime également que la situation de l'emploi est restée bonne par rapport à la situation économique. Le contexte est que les entreprises ont souvent eu recours à des chômeurs techniques plutôt qu'à des licenciements.

Selon les prévisions, la récession se manifestera avec un léger retard sur le marché du travail et le taux d'emploi des personnes âgées de 20 à 64 ans tombera à 77,2 % en 2024. Le nombre de personnes employées devrait commencer à augmenter l'année prochaine, lorsque la situation économique s'améliorera. Toutefois, selon les estimations, le taux d'emploi qui prévalait avant la récession ne sera pas dépassé, même en 2026.

Le taux de chômage augmentera à 7,8% cette année, mais sera de 7,4% l'année prochaine et de 7,2% en 2026.

" Le ralentissement de l'inflation a amélioré le pouvoir d'achat des consommateurs et, en 2023, les revenus réels des salariés ont déjà augmenté par rapport à l'année précédente. L'inflation ralentira encore en 2024, pour atteindre un taux inférieur à 1 %, mais elle s'accélénera légèrement en 2025", selon la Banque de Finlande.

Les risques sont les tensions géopolitiques et l'inflation.

La Banque de Finlande estime également que la poursuite des actions revendicatives augmente l'incertitude des prévisions, car il est difficile d'estimer leur portée et leurs effets finaux.

Yle

Selon Olli Rehn, la Finlande est touchée par une « crise aiguë »

Le gouverneur de la Banque de Finlande, Olli Rehn, était le commissaire européen qui a félicité la Grèce pour le redressement de son économie. Il surveille désormais de près le glissement de l'économie finlandaise vers un endettement inconsidéré.

"Ces dernières années, j'ai observé avec une profonde inquiétude l'endettement de l'économie finlandaise et l'effondrement de la viabilité des finances publiques", résume Olli Rehn dans une interview accordée à Kauppalehti.

"Nous avons connu une crise latente depuis longtemps, qui aurait pu être évitée, mais des années ont passé, le temps presse et on ne voit pas de solutions. Aujourd'hui, c'est devenu une crise aiguë", déclare Rehn.

Le déficit des finances publiques finlandaises s'accroît par rapport aux prévisions précédentes.

"Alors que notre estimation du déficit des finances publiques finlandaises par rapport au PIB était de 3,7% en décembre, aujourd'hui, sur la base des nouvelles prévisions, les perspectives sont encore plus sombres. Cela crée un besoin important d'ajustements supplémentaires pour cette législature et les prochaines, " dit Rehn.

Le gouvernement prépare un nouvel ajustement budgétaire.

"En gros, le montant devrait être de trois milliards d'euros", estime Rehn.

Selon lui, la Finlande s'oriente vers la procédure de déficit excessif de l'UE, ce qui signifie que le déficit des finances publiques restera trop longtemps au-dessus de la limite de 3%, à moins que quelque chose ne soit fait immédiatement.

Il rappelle que la Commission européenne interprète le déficit de manière flexible : si le déficit de la Finlande tombe en dessous de 3,5% cette année, la Commission l'interprète comme un léger dépassement. Toutefois, cela entraîne des obligations pour l'année suivante.

"Le déficit de l'année prochaine devrait atteindre 3% afin que nous ne nous retrouvions pas dans une procédure de déficit excessif", estime Rehn.

La procédure de déficit excessif signifierait que la Commission européenne exercerait un contrôle plus strict sur l'économie finlandaise et exigerait un programme pour stabiliser la situation.

Après le début des années 2000, la Finlande s'est fortement distinguée de la Suède et du Danemark sur ce sujet: tandis que la Finlande s'approche d'un taux d'endettement de 80%, la Suède et le Danemark devraient même tomber en dessous de 30% d'endettement.

Rehn suggère que la Finlande s'inspire du modèle suédois de gestion des finances publiques. En Suède le parlement s'accorde avant les élections sur un objectif d'équilibre des finances publiques pour huit ans et les partis s'y engagent. Le modèle laisse une marge de manœuvre politique pour déterminer quelle partie de l'objectif d'équilibre est réalisée avec les impôts et quelle partie avec les dépenses.

"Je considère que la recherche d'une compréhension mutuelle est une grande valeur. Cela serait également nécessaire sur le marché du travail. Il ne faut pas chercher des coupables, mais des solutions", déclare Rehn.

KL

Gouvernement - Administration

Critiques contre le gouvernement pour sa précipitation en matière de préparation des projets de lois

Le problème le plus important dans la préparation des lois par le gouvernement l'année dernière a été la précipitation, affirme le Conseil d'évaluation de la législation dans son récent examen.

Selon le conseil, certains délais de commentaires et avis pour les projets de loi du gouvernement ont été trop courts. De plus, des audiences étaient programmées pendant les jours fériés.

Le gouvernement a justifié les délais de consultation trop courts par la précipitation. Toutefois, selon le Conseil d'évaluation, des délais de consultation trop courts ne sont généralement pas justifiés dans les projets de loi eux-mêmes.

La précipitation peut conduire à une mauvaise préparation législative, souligne le conseil. Le résultat pourrait être des effets inattendus pour les citoyens ou la société, que le gouvernement et le parlement ne souhaitaient pas, indique l'étude.

"Il convient de prévoir suffisamment de temps pour la consultation afin d'obtenir des informations détaillées sur les effets, les risques, l'applicabilité ou la cohérence de la législation proposée", déclare la présidente Leila Kostianen dans le communiqué de presse du conseil.

Outre la précipitation, les problèmes liés à la préparation des lois l'année dernière concernaient l'analyse d'impact.

Selon le Conseil, les effets des lois sur l'administration et les autorités ont été généralement assez bien décrits. En revanche, les effets sur les objets de la loi elle-même ont été brièvement décrits.

Selon le Conseil, il pourrait y avoir une marge de développement, notamment dans la description des effets économiques. L'année dernière, les effets des lois sur, par exemple, les coûts et les charges administratives des entreprises n'ont pas été suffisamment décrits.

Le Conseil attire également l'attention sur la description insuffisante des effets en termes de droits fondamentaux et de droits de l'homme. Selon le Conseil, les conséquences sur la vie quotidienne des citoyens ne sont souvent pas décrites dans ces questions relatives aux droits fondamentaux. Les projets ne montraient pas clairement comment ils pourraient affecter la réalisation des droits fondamentaux et des droits de l'homme.

HS

Le médiateur du Parlement enquête sur les activités du ministère des Affaires étrangères

Le médiateur du Parlement Petri Jääskeläinen a décidé, de sa propre initiative, d'enquêter sur la procédure par laquelle le ministère des Affaires étrangères fait appel à un cabinet d'avocats privé pour enquêter sur un cas concernant les responsabilités de l'employeur en matière de santé et de sécurité au travail.

Jääskeläinen va enquêter sur les activités du ministère des Affaires étrangères dans le cadre de l'enquête sur le cas de harcèlement de l'ambassadeur Jari Vilén.

Le ministère des Affaires étrangères a engagé le cabinet d'avocats privé Roschier pour enquêter sur les allégations de harcèlement contre Vilén à l'ambassade de Finlande à Ottawa.

Le bureau du médiateur affirme que les signalements de harcèlement constituent une question de santé et de sécurité au travail sur laquelle l'employeur est chargé d'enquêter. Lorsque l'employeur est une autorité, l'enquête devrait être un travail administratif.

Le médiateur enquête donc sur la procédure par laquelle le ministère des Affaires étrangères fait appel à un cabinet d'avocats privé pour enquêter sur une affaire de santé et de sécurité au travail relevant de l'employeur.

HS

Politique intérieure

Social – Grèves

Helsingin Sanomat estime que les syndicats de salariés ont été surpris par le fait que les employeurs affiliés au patronat EK ont décidé d'un accord commun de suspendre immédiatement les salaires dans toutes les usines contraintes de cesser leur production en raison des effets secondaires de la grève de deux semaines. Il pourrait s'agir de plusieurs dizaines d'entreprises.

La confédération salariale du secteur industriel accuse les employeurs de lock-out et plusieurs syndicats envisagent de saisir la justice concernant la suspension du paiement des salaires.

Une mesure de l'employeur considérée comme très dure par les salariés pourrait être un motif pour mettre en place encore plus de grèves, mais le soutien aux grèves pourrait s'effriter si beaucoup d'employés n'ont plus de salaire.

HS/A7

Culture

Cinéma

Affaire Judith Godrèche

Helsingin Sanomat rend compte du cinéma français secoué par les révélations de cas de violences sexuelles.

HS/B4

Sortie du film Une belle course

Les journaux rendent compte de la sortie dans les salles du film de Christian Carion dont ils publient des critiques favorables.

HS/B3

Théâtre

Une adaptation de textes d'Edouard Louis au Lilla Teatern

Hufvudstadsbladet relève que le théâtre suédophone Lilla Teatern envisage de mettre en scène une pièce basée sur les deux premiers livres d'Edouard Louis.

HBL/19

Carnet

Disparition du dessinateur Stéphane Rosse

Helsingin Sanomat a publié une nécrologie du dessinateur français Stéphane Rosse établi en Finlande depuis 30 ans et auteur de la très populaire série Naisten kanssa qui parut dans Helsingin Sanomat pendant treize ans et dont l'album a été vendu à plus de 90 000 exemplaires.

HS